

Ne rien faire pour nos enfants, c'est les livrer à un monde où l'excès de crédulité se révèle souvent fatal.

Contre l'illettrisme, urgence !

Par Alain BENTOLILA

lundi 30 septembre 2002 dans
LIBERATION

Lorsque l'on parle d'illettrisme, il est impératif d'éviter l'outrance comme la complaisance. Il faut repousser la tentation du catastrophisme qui ferait volontiers de la moitié des Français des illettrés en puissance, comme il faut dénoncer cette tendance à la mode qui voudrait édulcorer un réel handicap social en le diluant dans le concept flou d'une prétendue spécificité culturelle. Regardons les choses en face sans complaisance mais avec rigueur.

En 2000, pour la première fois, les jeunes filles de 17 ans ont vu leurs performances en lecture et en écriture décrites au même titre que celles des garçons. Alors que 11,5 % des garçons étaient en difficulté, 7,1 % des filles révélaient des lacunes équivalentes. Soit une moyenne de 9,3 %.

En 2001, 11,6 % des jeunes gens et jeunes filles de 17 ans lisaient mal et écrivaient encore plus mal. Parmi eux on comptait 13,9 % de filles pour 8,6 % de garçons. Cela signifie que 75 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire en situation d'illettrisme et seront sérieusement handicapés dans leur vie sociale et professionnelle.

La confrontation de ces résultats à d'autres sources statistiques montre que le taux d'illettrisme a légèrement augmenté (2 à 3 %) depuis dix ans chez les jeunes adultes. De façon constante, on a pu ainsi constater que 9 à 12 % des jeunes adultes français comprennent mal un texte simple et court ; ils ne tirent aucun parti d'un

article de journal, ne saisissent pas les informations pertinentes d'un document administratif, peinent à suivre un mode d'emploi et ne savent pas se servir efficacement d'un plan ou d'un tableau.

Une question vient naturellement à l'esprit. Comment est-il possible qu'après douze à quatorze années passées à l'école, plus d'un jeune Français sur dix soit en situation d'illettrisme ?

Il faut admettre que plus de 10 % des élèves empruntent ce long couloir qui de la maternelle jusqu'en troisième traverse l'Ecole de la République. Ils ont toujours été en retard sur les compétences affichées. Ils ont souffert d'un déficit de langage à l'âge de 3 ans après une scolarisation précoce de mauvaise qualité ; ils ont acquis quelques médiocres aptitudes au déchiffrage des mots à 7 ans alors qu'il convenait de comprendre des textes simples ; ils sont difficilement parvenus à repérer quelques informations ponctuelles à 11 ans quand on attendait qu'ils soient des lecteurs autonomes et polyvalents. A l'entrée au collège, 14 à 15 % des élèves se trouvent en difficulté sérieuse de lecture ; cela signifie qu'ils seront en échec scolaire majeur puisque sur 100 élèves en difficulté en sixième, 94 le sont encore en troisième. Brutalement livrés à eux-mêmes dans la structure morcelée du collège, ces élèves vont s'enfoncer année après année dans le long couloir de l'illettrisme.

Ils vont vivoter quatre ou cinq ans en ne tirant aucun parti de leurs études ; l'institution les passera par pertes et profits. L'école primaire les a maintenus en survie sans vraiment parvenir à les mettre à niveau ; le collège les achève.

Il y a là comme une espèce de scandale. Ils n'auront pas leur brevet des collègues à une époque où le baccalauréat ne garantit plus rien. Une minorité d'entre eux, plus habiles dans les domaines pratiques, obtiendront un CAP parce qu'à la longue et malgré des insuffisances notoires dans les matières générales, on considérera que, somme toute, ils le méritent bien.

Ils ont très tôt endossé le costume de l'échec et ne l'ont plus quitté. De l'école maternelle jusqu'à l'âge de 16 ans, les chiffres s'inscrivent avec une constance têtue et effrayante ; tous les élèves en difficulté en maternelle ne sont évidemment pas promis à l'illettrisme ; mais plus on avance dans ce couloir obscur, plus rares se font les portes de sortie, plus s'affirme la conscience de l'échec, plus lourd pèse un découragement qui engendrera la révolte et la violence.

Il n'est pas question de tenir sur l'illettrisme un discours de mépris et de stigmatisation. Mais il n'est pas non plus question, au nom d'un hypothétique droit à la différence (ou à l'indifférence), d'ignorer qu'il prive ceux qui le subissent d'exercer leur droit légitime de laisser sur les autres une trace pacifique. La vraie question, la seule qui doit nous mobiliser, est de savoir comment distribuer de manière plus équitable un pouvoir linguistique maîtrisé afin que certains ne soient pas exclus de la communauté de parole, de lecture et d'écriture et conduits à casser et à meurtrir pour se donner l'illusion d'exister. Ce n'est donc pas d'élégance et de normes dont on doit se préoccuper, mais de la nécessité de permettre à chaque citoyen de transmettre à l'Autre sa pensée de la façon la plus juste et la plus précise, et d'ouvrir en retour son intelligence à la pensée de l'autre avec autant de bienveillance que d'exigence. C'est sans doute à long terme le moyen le plus honorable de rompre l'infamale succession des poussées de violence devant lesquelles toute réponse

ponctuelle est vaine. Lorsque la langue parvient à exercer son pouvoir dans le respect des droits intellectuels de l'Autre, elle peut contribuer à différer et parfois à éviter le passage à l'acte violent.

L'illettrisme incite d'autre part ceux qui le subissent au constat ponctuel et à la qualification radicale ; il rend donc difficile la mise en cause des mots d'ordre définitifs et des principes explicatifs faussement présentés comme universels. Un citoyen privé de réel pouvoir linguistique, en difficulté de conceptualisation et d'argumentation, ne pourra pas prendre une distance propice à la réflexion et à l'analyse. Il sera certainement plus perméable aux discours et aux textes sectaires et intégristes qui prétendront lui apporter des réponses simples, immédiates et définitives. Il pourra plus facilement se laisser séduire par tous les stéréotypes qui offrent du monde une vision dichotomique et manichéenne. Il se soumettra plus docilement aux règles les plus rigides et les plus arbitraires pourvu qu'elles lui donnent l'illusion de transcender les insupportables frustrations quotidiennes.

Or nos enfants auront à affronter un monde dans lequel l'excès de crédulité se révèle souvent fatal. Un monde où discours et textes de nature totalitaire et extrémiste se présentent sous le couvert d'une parfaite correction grammaticale, articulés selon une argumentation sans faille. Être capable de vigilance et de résistance contre toutes les utilisations perverses du langage, être prêt à imposer ses propres discours et ses propres textes en accord avec sa juste pensée, voilà ce que l'on doit à un jeune adulte si l'on veut qu'il contribue à donner à ce monde un sens honorable.

Voilà donc notre défi ! Mais qu'a-t-on réellement fait pour le relever ? Depuis plus de vingt ans, on s'indigne au vu des chiffres de l'illettrisme ; on exhorte les enseignants, les formateurs, les parents, on en appelle aux bénévoles et pourtant

la situation s'est lentement mais sûrement détériorée. Est-ce à dire que l'on n'a pas affecté de crédits à l'insertion sociale ? Loin s'en faut !

Mais dans tous ces programmes d'insertion, la lutte contre l'illettrisme est restée le parent pauvre ; l'essentiel étant de présenter des statistiques honorables de placements professionnels d'autant plus précaires qu'est négligée la maîtrise nécessaire des savoirs de base.

Sur le terrain, les différentes administrations concernées par la lutte contre l'illettrisme fonctionnent en parallèle sans aucune synergie. Mieux encore, elles pratiquent pour la plupart une "stratégie de guichet" : tout est prêt pour accueillir les jeunes illettrés à la seule condition qu'ils viennent là où on les attend... Quant aux associations, qui se dévouent souvent sans compter, elles sont en butte à une bureaucratie paralysante qui les place dans une situation de précarité interdisant toute innovation et formation sérieuses.

Aujourd'hui, si l'on veut en finir avec les effets d'annonce et réduire de façon significative le nombre de personnes en situation d'illettrisme, il faut complémentarément aux réformes profondes que mérite notre système éducatif à bout de souffle, proposer sans tarder aux jeunes adultes illettrés une deuxième chance culturelle et sociale. Telle est l'oeuvre à laquelle doivent s'attacher les forces vives de la société civile alliées aux collectivités locales. Cette alliance constitue aujourd'hui la seule force capable de donner dynamisme et efficacité à la lutte contre l'illettrisme. Elle peut créer dans chaque région les conditions susceptibles de mobiliser des associations souvent exsangues et des administrations sans efficacité autour d'un projet national : prouver jour après jour et de façon concrète à ces dizaines de milliers de jeunes adultes sortant d'un cuisant échec scolaire que la lecture et l'écriture sont les meilleures

armes pour forger leur propre destin professionnel et social. Car il faut bien comprendre qu'en matière de lutte contre l'illettrisme, la charge de la preuve nous incombe. Ces jeunes ne seront pas convaincus par des discours moralisateurs vantant les bienfaits de l'écrit ; il faudra leur "faire toucher du doigt" que lire, écrire, argumenter et compter permettent de mieux contrôler ses choix de vie, c'est-à-dire de fixer soi-même ses propres buts. En bref, il s'agira de les aider jour après jour à se construire un avenir culturel et professionnel en tentant obstinément de répondre à la question que l'école a toujours éludée : "A quoi bon apprendre ?".